

PROCURATION PERSONNE MORALE

Formulaire arrêté par le Conseil d'Administration du 17 mars 2009 de
FOUNTAIN S.A.
Avenue de l'Artisanat 17 à 1420 Braine-l'Alleud

Nous soussignés _____ (NOMS)
_____ (PRENOMS)

agissant conjointement en qualité d'administrateurs de la société _____ (FORME)
_____ (DENOMINATION SOCIALE)

dont le siège social est établi _____
que nous représentons valablement en exécution de l'article _____ des statuts
titulaires de _____ actions FOUNTAIN SA, ci-après la Société

(*) actions au porteur déposées à la Banque _____
(*) actions nominatives

(*) *biffer la mention inutile*

donnons, par la présente, procuration à _____

Pour représenter _____ (DENOMINATION SOCIALE) à l'**Assemblée générale extraordinaire annuelle** des actionnaires de Fountain S.A. qui se tiendra le **lundi 25 mai 2009** à 10 heures au siège social de la Société, Avenue de l'Artisanat 17 à 1420 Braine-l'Alleud, avec pour

ORDRE DU JOUR

1. Renouvellement des autorisations conférées au Conseil d'Administration d'acquérir et d'aliéner des actions propres.

- A. Proposition de renouveler pour une nouvelle durée de validité de trois ans prenant cours le jour de la publication aux annexes du Moniteur Belge de la décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt cinq mai deux mille neuf, l'autorisation conférée au Conseil d'Administration conformément à l'article six cent vingt du Code des Sociétés, d'acquérir et d'aliéner des actions propres lorsque cette acquisition ou aliénation est nécessaire pour éviter à la société un dommage grave et imminent.
- B. Proposition d'autoriser le Conseil d'Administration, pour une période de cinq ans, prenant cours le jour de la publication aux annexes du Moniteur Belge de la décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt cinq mai deux mille neuf, à acquérir un maximum de vingt pour cent (20%) du nombre total d'actions émises par la société, pour une contre-valeur minimale de un euro (EUR 1) et maximale de dix pour cent (10 %) supérieure à la moyenne des dix (10) derniers cours de Bourse.

2. Capital autorisé.

- A- Rapport spécial du Conseil d'Administration en vertu de l'article 604 du Code des Sociétés indiquant les circonstances spécifiques dans lesquelles le capital autorisé pourra être utilisé et les objectifs poursuivis.
- B- Proposition d'autoriser le Conseil d'Administration, pour une période de cinq ans, prenant cours le jour de la publication aux annexes du Moniteur Belge de la décision de l'Assemblée Générale extraordinaire du vingt cinq mai deux mille neuf, à augmenter, en une ou plusieurs fois, le capital social souscrit à concurrence d'un montant maximum de sept millions cinq cent mille EUROS (EUR 7.500.000), et ce de la manière la plus large possible prévue par les articles 603 à 607 du Code des Sociétés.

3. Modification aux statuts.

- a) Proposition de remplacer l'article cinq bis des statuts par le texte suivant :
"Conformément à l'article six cent vingt du Code des Sociétés, le Conseil d'Administration est autorisé, sans autre décision de l'assemblée générale, dans les limites prévues par la loi et pour une période de trois ans à dater de la publication aux annexes du Moniteur Belge de la modification des statuts décidée par l'assemblée générale extraordinaire du vingt cinq mai deux mille neuf, à acquérir, échanger et/ou aliéner en Bourse ou de toute autre manière, des actions propres de la société en vue de lui éviter un dommage grave et imminent.

En outre, conformément au même article six cent vingt du Code des Sociétés, le Conseil d'Administration est autorisé, sans autre décision de l'assemblée générale, pour une période de cinq ans prenant cours le jour de la publication aux annexes du Moniteur Belge de la décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt cinq mai deux mille neuf, à acquérir un maximum de vingt pour cent (20 %) du nombre total d'actions émises par la société, pour une contre-valeur minimale de un euro (EUR 1) et maximale de dix pour cent (10 %) supérieure à la moyenne des dix (10) derniers cours de bourse.

Enfin, conformément à l'article six cent vingt deux §2 1er du Code des Sociétés, le Conseil d'Administration est autorisé à aliéner les actions ou les certificats cotés au sens de l'article 4 du Code des Sociétés acquis en vertu des autorisations conférées dans le présent article."

b) Proposition de modifier l'article 13 des statuts comme suit : seul le premier alinéa est conservé alors que le reste des dispositions (devenues caduques) est remplacé par le texte suivant :

"Selon décision de l'assemblée générale extraordinaire du vingt cinq mai deux mille neuf , le Conseil d'Administration est autorisé à augmenter le capital social en une plusieurs fois à concurrence d'un montant maximum sept millions cinq cent mille EUROS (EUR 7.500.000). Ces augmentations de capital pourront être réalisées par souscriptions en espèces, apports en nature ou incorporations de réserves.

Dans les limites de cette autorisation, le Conseil d'Administration pourra émettre des obligations convertibles en actions ou des droits de souscription, dans le respect des dispositions des articles 489 à 492 et 496 à 502 du Code des Sociétés.

En cas d'augmentation de capital assortie de primes d'émission, celles-ci devront être comptabilisées à un compte de réserves indisponibles.

De même, en cas d'émission de droits de souscription, leur prix d'émission devra être comptabilisé à un compte de réserves indisponibles.

A l'occasion de toute émission d'actions, d'obligations convertibles ou de droits de souscription, le Conseil d'Administration pourra limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires, y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées, selon les modalités qui seront arrêtées par le conseil et moyennant, le cas échéant, le respect des dispositions des articles 595 à 599 du Code des Sociétés.

La présente autorisation est valable pour une durée de cinq ans à dater de la publication au Moniteur belge de la décision de l'assemblée générale du vingt cinq mai deux mille neuf.

Le Conseil d'Administration est expressément habilité à utiliser le capital autorisé, dans les conditions énoncées à l'article 607 du Code des Sociétés après la réception de la communication faite par la Commission Bancaire et Financière selon laquelle elle a été saisie d'un avis d'offre publique d'acquisition concernant la société, pour autant que cette réception intervienne dans les trois ans de la tenue de l'assemblée générale extraordinaire du vingt cinq mai deux mille neuf."

Ou à toute autre Assemblée de la Société ayant le même ordre du jour.

Dans ce cadre, au nom et pour compte de _____ (DENOMINATION SOCIALE), accomplir toutes les formalités pour être admis à la dite Assemblée, signer tout registre ou liste de présence, voter sur chaque Résolution dans le sens qu'il plaira au mandataire, signer tout procès-verbal et en général faire tout ce qui sera nécessaire ou utile à l'exécution de la présente procuration, promettant par avance de ratifier tout ce qui sera fait en exécution de la présente procuration.

Fait à _____, le _____
Signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour pouvoir »

Administrateur

Administrateur

PROCURATIE RECHTSPERSOON

Formulier, vastgelegd door de Beheerraad van 17 mars 2009 van
FOUNTAIN N.V.
Avenue de l'Artisanat 17 te 1420 Braine-l'Alleud

Wij ondergetekenden, _____ (NAMEN)
_____ (VOORNAMEN)
samen handelend als beheerders van de vennootschap _____ (VORM)
_____ (FIRMANAAM)

met maatschappelijke zetel te _____
die we geldig vertegenwoordigen krachtens artikel _____ van de statuten, houders van
_____ aandelen FOUNTAIN NV, verder de Vennootschap genoemd
(*) aandelen aan toonder, neergelegd bij de Bank _____
(*) aandelen op naam

(*) *schrappen wat niet past*

geven met onderhavige procuratie aan _____
om _____ (FIRMANAAM) te vertegenwoordigen op de
buitengewone jaarlijkse algemene vergadering der aandeelhouders van Fountain N.V. die
doorgaat op **maandag 25 mai 2009** om 10 uur op de maatschappelijke zetel van de
Vennootschap, Avenue de l'Artisanat 17 te 1420 Braine-l'Alleud, met als

AGENDA

1. Verlenging van de aan de Raad van Bestuur verleende toelatingen om eigen aandelen te verwerven en te vervreemden.

- C. Voorstel om het overeenkomstig artikel zeshonderdtwintig van het Wetboek van Vennootschappen aan de Raad van Bestuur verleende toestemming om eigen aandelen te verwerven en te vervreemden wanneer deze verwerving of vervreemding noodzakelijk is om de onderneming ernstige en dreigende schade te besparen, te verlengen voor een nieuwe geldigheidsduur van drie jaar die ingaat op de dag waarop de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van vijf en twintig mei tweeduizend en negen wordt gepubliceerd in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad.
- D. Voorstel om de Raad van Bestuur voor een periode van vijf jaar, die ingaat op de dag waarop de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van vijf en twintig mei tweeduizend en negen wordt gepubliceerd in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, de toelating te geven maximaal twintig procent (20 %) van het totaal aantal aandelen die door de onderneming worden uitgegeven te verwerven, voor een tegenwaarde van minimaal één euro (1 EUR) en maximaal tien procent (10 %) meer dan het gemiddelde van de laatste tien (10) Beurskoersen.

2. Toegelaten kapitaal.

- C- Speciaal verslag van de Raad van Bestuur krachtens artikel 604 van het Wetboek van Vennootschappen met vermelding van de specifieke omstandigheden waarin het toegelaten kapitaal mag worden gebruikt en de doelstellingen worden nagestreefd.
- D- Voorstel om de Raad van Bestuur voor een periode van vijf jaar, die ingaat op de dag waarop de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van veertien december tweeduizend en vijf wordt gepubliceerd in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, de toelating te geven het ingeschreven maatschappelijk kapitaal in één of meer keren te verhogen voor een bedrag van maximaal zeven miljoen vijfhonderdduizend euro (7.500.000 EUR), en dit in de ruimst mogelijke zin zoals voorzien door de artikelen 603 tot 607 van het Wetboek van Vennootschappen.

3. Wijziging van de statuten.

- a) Voorstel om artikel vijf bis van de statuten te vervangen door de volgende tekst:
"Overeenkomstig artikel zeshonderdtwintig van het Wetboek van Vennootschappen wordt aan de Raad van Bestuur de toelating gegeven, zonder andere beslissing van de algemene vergadering,

binnen de door de wet voorziene grenzen en voor een periode van drie jaar vanaf de publicatie in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van de door de buitengewone algemene vergadering van vijf en twintig mei tweeduizend en negen besliste statuutwijziging, eigen aandelen van de onderneming te verwerven, te verhandelen en/of te vervreemden op de Beurs of op enige andere wijze, met de bedoeling haar ernstige en dreigende schade te besparen.

Bovendien wordt, overeenkomstig hetzelfde artikel zeshonderdtwintig van het Wetboek van Vennootschappen, zonder andere beslissing van de algemene vergadering, aan de Raad van Bestuur voor een periode van vijf jaar, die ingaat op de dag waarop de beslissing van de buitengewone algemene vergadering van vijf en twintig mei tweeduizend en negen wordt gepubliceerd in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, de toelating gegeven maximaal tien procent (10 %) van het totaal aantal aandelen die door de onderneming worden uitgegeven te verwerven, voor een tegenwaarde van minimaal één euro (1 EUR) en maximaal tien procent (10 %) meer dan het gemiddelde van de laatste tien (10) Beurskoersen.

Tot slot wordt overeenkomstig artikel zes honderd twee en twintig & 2 1st van het Wetboek van Vennootschappen aan de Raad van Bestuur de toelating gegeven aandelen of certificaten die genoteerd zijn in de zin van artikel 4 van het Wetboek van Vennootschappen en die verworven zijn krachtens de in dit artikel verleende toelatingen, te vervreemden."

b) Voorstel om artikel 13 van de statuten als volgt te wijzigen: enkel de eerste alinea wordt behouden, terwijl de rest van de (intussen verouderde) bepalingen wordt vervangen door de volgende tekst:

"Volgens beslissing van de buitengewone algemene vergadering van vijf en twintig mei tweeduizend en negen wordt aan de Raad van Bestuur de toelating gegeven het maatschappelijk kapitaal in één of meer keren te verhogen met een maximumbedrag van zeven miljoen vijfhonderdduizend euro (7.500.000 EUR). Deze kapitaalverhogingen mogen worden doorgevoerd door inschrijving in contanten, inbreng in natura of opnemings van reserves.

Binnen de grenzen van deze toelating kan de Raad van Bestuur in aandelen converteerbare obligaties of inschrijvingsrechten uitgeven, met inachtneming van de bepalingen van de artikelen 489 tot 492 en 496 tot 502 van het Wetboek van Vennootschappen.

In geval van een kapitaalsverhoging met uitgiftepremies, moeten deze geboekt worden op een niet-beschikbare reserverekening.

Zo ook moet in geval van uitgifte van inschrijvingsrechten, hun uitgifteprijs op een niet-beschikbare reserverekening worden geboekt.

Bij elke uitgifte van aandelen, converteerbare obligaties of inschrijvingsrechten, kan de Raad van Bestuur het voorkeursrecht van inschrijving van de aandeelhouders beperken of opheffen, inclusief ten gunste van één of meer specifieke personen, naar gelang de modaliteiten die door de raad zijn bepaald en mits, in voorkomend geval, naleving van de bepalingen van de artikelen 595 tot 599 van het Wetboek van Vennootschappen.

Deze toelating is geldig voor een duur van vijf jaar vanaf de publicatie in het Belgisch Staatsblad van de beslissing van de algemene vergadering van vijf en twintig mei tweeduizend en negen.

De Raad van Bestuur is uitdrukkelijk gemachtigd het toegelaten kapitaal te gebruiken, binnen de voorwaarden genoemd in artikel 607 van het Wetboek van Vennootschappen na ontvangst van de mededeling door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen volgens dewelke er een openbaar overnamebod op de onderneming is geweest, op voorwaarde dat deze ontvangst plaatsvindt binnen drie jaar na de buitengewone algemene vergadering van vijf en twintig mei tweeduizend en negen."

Of op elke andere Vergadering van de Vennootschap met dezelfde agenda.

In dit kader, in naam en voor rekening van _____ (FIRMANAAM) alle formaliteiten te vervullen om te worden toegelaten tot deze Vergadering, elk register of aanwezigheidslijst te tekenen, elke resolutie te stemmen in de zin die de mandataris wenst, elk verslag te ondertekenen en in het algemeen alles te doen wat nodig of nuttig is voor de uitvoering van onderhavige procuratie, bij voorbaat belovend om alles wat in uitvoering van onderhavige procuratie wordt gedaan, te bekrachtigen.

Opgesteld te _____, op _____
Handtekening voorafgegaan door de handgeschreven vermelding «Goed voor volmacht»

Beheerder

Beheerder
